

A/S 2024 - 2025 (page 3)

Une rentrée scolaire onéreuse



Les prix des fournitures scolaires ont connu une augmentation significative cette année. Par exemple, un cahier de 200 pages, qui coûtait 2 200 FBu l'année dernière, se vend désormais jusqu'à 3 500 FBu.

ENTREPRENEURIAT



MAKIMBU

La solution innovante pour réduire la déforestation (page 2)

SOCIÉTÉ



Commune de Mishiha

La population de la colline Munzenze crie au manque d'eau potable (page 5)

AGRICULTURE



Evaluation de la campagne café 2024-2025

La production de café cerise a atteint un taux de 70 % (page 7)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

La rentrée scolaire 2024-2025 : Les parents se confient



Mélance Maniragaba Rédacteur en chef adjoint

La rentrée scolaire pour l'année 2024-2025 est fixée au 16 septembre 2024, sauf en cas de changement. Cependant, la situation économique et financière actuelle ne permet pas à tous les ménages d'inscrire leurs enfants

dans les établissements de leur choix. Certains parents estiment pourtant que les établissements scolaires privés, ceux à régime d'internat ou ceux gérés par les confessions religieuses offrent une meilleure qualité d'enseignement.

Malheureusement, accéder à ces établissements ou obtenir une place pour un élève est souvent un casse-tête.

Bien que ces établissements soient réputés fiables, certains parents se désolent de leur coût élevé et des exigences qui y sont associées. Par exemple, un élève qui fréquente un établissement privé peut être tenu d'utiliser une vingtaine de cahiers de 200 pages, tandis qu'un élève du même niveau scolaire dans un

établissement public pourrait n'en avoir besoin que d'une dizaine, voire moins.

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que parmi ces cahiers, presque la moitié est gérée par les directions scolaires avec pour motif leur utilisation lors des évaluations.

Il n'est pas surprenant que la quête de l'excellence soit coûteuse. Cependant, certains parents se préoccupent de trouver des places dans ces établissements onéreux sans être assurés que leurs enfants auront un emploi à la fin de leurs études.

Malgré tout, personne ne peut nier les opportunités offertes par l'éducation et les intellectuels

d'autrefois, qui étaient des artisans du développement. Terminer ses études suffisait pour devenir une référence dans le choix des employés. Il n'était pas rare que des maisons, des véhicules, des motos, des frais d'installation et des primes d'accompagnement soient offerts aux futurs employés.

Outre ces préoccupations, la montée des prix n'épargne pas le matériel scolaire, dont le coût a doublé ou triplé selon les fournisseurs. Il ne faut pas oublier non plus les difficultés que rencontrent les parents pour déplacer leurs enfants en raison des pénuries répétitives de carburant.

Aujourd'hui, le débat sur les priorités des parents pour

envoyer leurs enfants à l'école semble obsolète. De nombreux parents, malgré une situation financière difficile n'hésitent pas à envoyer leurs enfants à l'école. Que Dieu bénisse ces parents soucieux de l'avenir de leurs enfants en leur envoyant à l'école et les éducateurs qui ne font pas de distinction entre les élèves en fonction de leur classe sociale.

Et vous, chers élèves, travaillez donc pour rendre fiers vos parents et pour être utiles à la nation. A bon entendeur, salut ! Bon début de l'année scolaire 2024-2025.

ENTREPRENEURIAT

MAKIMBU : La solution innovante pour réduire la déforestation

Eric Ndayikeza, un entrepreneur dans le secteur des énergies renouvelables, a fondé MAKARA KIGAZI MBABURA BURUNDI (MAKIMBU). Cette entreprise révolutionnaire transforme des jantes de voitures hors d'usage en braseros et utilise les écorces de noix de palmiers à huile pour produire du charbon. Une innovation qui vise à ralentir la déforestation et à préserver l'environnement au Burundi.



La stratégie de Ndayikeza vise principalement à réduire le nombre d'arbres abattus pour la cuisson, contribuant ainsi à ralentir la déforestation, un problème critique au Burundi.

Igitangaza: igiti kivamwo « amakara kiticiwe » est le slogan de la société Makara Kigazi Mbabura Burundi (MAKIMBU), fondée par Eric Ndayikeza. Cette société met en œuvre deux projets interconnectés. Le premier vise à produire du charbon à partir des écorces de noix de palmiers à huile. Le second concerne la fabrication de braseros de différentes sortes, fabriqués

localement à partir de jantes de voitures hors d'usage. Cela permet de donner une seconde vie à ces matériaux et de les rendre compatibles avec le charbon produit par MAKIMBU.

Lorsque nous l'avons rencontré, il participait aux expositions organisées dans le cadre de la 6ème édition du Salon Industriel, qui s'est tenu à l'hôtel Source du Nil à Bujumbura du 4 au 7 septembre 2024.

Un substitut au bois de cuisson

Selon Ndayikeza, les Burundais pensent souvent qu'il faut abattre des arbres pour produire du charbon. « Nous avons une approche différente. Le charbon que nous produisons provient des coques de noix de palmier à huile », explique-t-il. Cette

méthode permet de valoriser des produits souvent considérés comme des déchets.

Environ 90 % des ménages burundais utilisent du bois ou du charbon de bois pour la cuisson. La stratégie de Ndayikeza vise principalement à réduire le nombre d'arbres abattus pour la cuisson, contribuant ainsi à ralentir la déforestation, un problème critique au Burundi.

Des braseros à charbons écologiques

Ces braseros produits par MAKIMBU sont de deux sortes. Il y en a ceux qui peuvent être couramment utilisés dans les ménages et ceux qui disposent d'un système de four. « Celui-ci est souvent utilisé pour les grillades et possède également un système de four, ce qui nous

qu'ils sont bien plus efficaces que les charbons de bois. Ces braseros disposent également d'un système de réglage du feu.

Tous ces braseros peuvent utiliser les charbons produits par Makimbu à base de palmiers à huile. Comme l'a signalé Ndayikeza, pour ceux qui habitent dans une région où il n'y a pas de palmiers à huile, ces braseros restent toujours utiles. « Après avoir épluché des bananes, des pommes de terre, des patates douces ou des maniocs, il faut laisser leurs écorces sécher et les utiliser comme charbon dans ce brasero », dit-il. Les écorces de café peuvent également être utilisées comme substituts aux charbons de bois avec ces braseros.

La lutte contre la déforestation est une préoccupation majeure du gouvernement du Burundi. Comme le stipule l'article 156 de la loi budgétaire pour l'exercice 2024-2025, une exonération des droits et taxes est accordée sur l'importation des échafaudages métalliques, du bois brut, du gaz de cuisine et de ses récipients, ainsi que des appareils de cuisson à combustible gazeux.

Florence Inyabuntu

BurundiEco
Médiasociété socio-économique plural

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 13 septembre 2024		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2874	2920
Euro	3185	3237
Shi. Kenyan	22,3170	22,6769
Shi. Tanzanien	1,0529	1,0699
Shi. Ougandais	0,7727	0,7852
Fr Rwandais	2,1549	2,1897

Sources : BRB/www.brb.bi

Une rentrée scolaire à prix d'or

A l'approche de la rentrée scolaire 2024-2025, les familles burundaises se retrouvent confrontées à la hausse des prix du matériel scolaire. Cette situation, exacerbée par l'inflation galopante, met à rude épreuve les budgets déjà serrés des parents. Selon les différentes parties prenantes, cette hausse du coût de la scolarisation risque d'accroître les cas d'abandon scolaire.



L'augmentation des coûts de scolarisation risque d'accroître les cas d'abandon scolaire.

Les prix des fournitures scolaires ont connu une augmentation significative cette année. Un cahier de 100 feuilles, qui coûtait 200 FBu l'année dernière, se vend désormais jusqu'à 3 500 FBu. Les cahiers de 60 feuilles sont passés de 1 600 FBu l'an dernier à 2 300 FBu cette année. Ceux de 48 feuilles se vendent actuellement à 1 900 FBu alors qu'ils étaient à 1 400 FBu l'année dernière. Un carton de cahiers produits par Pacobu est aujourd'hui à 420 000 FBu et à 390 000 FBu pour les cahiers appelés Twige. Ils étaient autour de 300 000 FBu l'année passée.

Cette hausse des prix n'épargne pas les autres besoins nécessaires pour la rentrée scolaire, dont les uniformes. Ceux qu'on appelle couramment « Kaki » sont passés de 11 000 à 15 000 FBu l'an dernier à 22 000 FBu. Ceux des établissements

privés varient d'un établissement à un autre et selon la qualité. Ils se vendent entre 30 000 FBu et 50 000 FBu.

Des mesures qui ajoutent du drame au drame

« Dès le début de l'année, les élèves des trois cycles du fondamental public seront tous en uniforme kaki avec des souliers, tandis que ceux du cycle secondaire jusqu'aux classes terminales, publiques et privées, seront en uniforme

avec des souliers fermés et des chaussettes de même couleur. Il vous est alors demandé d'instruire les directeurs des écoles, chacun en ce qui le concerne, pour mettre en application ces recommandations, en collaboration avec les comités de gestion des écoles (CGF) », lit-on dans une lettre du directeur provincial de Muyinga. Cette lettre, datée du 2 juillet 2024, était adressée aux directeurs communaux de l'enseignement dans la province de Muyinga. Une lettre qui n'a pas tardé à susciter des commentaires

des parties prenantes.

Béatrice Mukawera, résidant sur la colline Kabira, commune de Giteranyi, dans la province de Muyinga, est mère de cinq enfants qui étudient tous à l'Ecofo Kabira. Elle nous a fait savoir que de telles décisions vont provoquer beaucoup d'abandons scolaires. « La volonté de mettre nos enfants à l'école est là, mais peu sont ceux dont les moyens leur permettront de les y envoyer dans de telles conditions », a-t-elle déclaré. Elle suggère de minimiser

les exigences pour permettre à ces enfants d'accéder à l'école.

Un risque d'empirer la situation

Le déplacement des élèves est devenu l'un des pires cauchemars pour les parents, surtout ceux vivant en milieu urbain. La pénurie de carburant a entraîné une augmentation significative des coûts de transport, obligeant certains parents à doubler ou tripler leurs dépenses. Un parent nous a confié qu'ils ont déjà été avertis par le propriétaire d'un bus scolaire que les frais de transport mensuels passeront de 80 000 à 100 000 francs par élève cette année. Ce parent, qui doit déplacer trois enfants, regrette que le cumul de ces coûts supplémentaires, ajouté aux autres besoins scolaires, constitue une véritable épine dans le pied des familles.

Il est important de rappeler que la pauvreté a toujours été l'une des principales causes des abandons scolaires. Selon les différentes parties prenantes, cette augmentation des coûts de scolarisation risque d'accroître les cas d'abandon scolaire.

À l'horizon 2040 et 2060, le Burundi aspire à faire passer le taux brut de scolarisation au préscolaire de 15 % en 2022 à 80 % en 2040 et à 95 % en 2060. Le but est également d'augmenter le taux brut de scolarisation au cycle fondamental de 93,2 % à 100 % d'ici 2040 et 2060.

Florence Inyabuntu

GOVERNANCE

Rugombo : Des commerçants prêts pour le vote

Les commerçants de la commune de Rugombo, située dans la province de Cibitoke au Nord-Ouest du pays reconnaissent que participer aux élections est à la fois un droit et un devoir. Ils souhaitent que les futurs leaders priorisent la fourniture d'eau potable, l'accès à l'électricité et le tracé des routes. Ils expriment également d'autres préoccupations



Les commerçants œuvrant au marché de Rugombo estiment que ceux qui se présenteront aux élections doivent prioriser des projets favorisant, entre autres l'adduction d'eau potable, qui est rare au marché de Rugombo et dans toute la commune...

Elections : une préoccupation tant d'autres parmi

M. Hakizimana déplore la pénurie récurrente de carburant. Selon ce commerçant de ciment, les

grossistes et sous-grossistes augmentent les prix des produits en invoquant les coûts élevés du transport. Ce qui impacte les prix à la consommation.

Il notifie également que les commerçants du marché de

Rugombo n'ont pas payé les frais de location des stands depuis plus d'un an. Ces frais, fixés à 6 000 FBu par mois et par stand alourdissent leur charge.

M. Hakizimana informe que le paiement de ces frais, qui se faisait

auparavant dans la commune a été transféré aux services de l'Office Burundais des Recettes (OBR) depuis juillet 2023. « L'OBR n'a pas encore procédé au recouvrement », souligne-t-il avant d'ajouter qu'il serait préférable de les exonérer des arriérés pour éviter qu'ils ne travaillent à perte.

Les administratifs à la base concernés

Stany Ngendakumana, porte-parole de l'OBR rappelle que l'Office utilise la liste des commerçants fournie par l'administration à la base pour le recouvrement, que ce soit pour les marchés publics ou ceux construits par les partenaires au développement. Parmi ces administratifs, il cite le gouverneur. Pour plus d'informations, les commerçants peuvent se tourner vers les agents de l'OBR affectés dans la province.

M. Ngendakumana invite les commerçants de Rugombo à signaler leur situation à l'administration. Sinon, précise-t-il, les conséquences ne relèveront pas de l'OBR. Il informe également que les administratifs leur montreront comment régulariser les arriérés et où effectuer les paiements sur les comptes bancaires.

Mélance Maniragaba

Cibitoke : des jeunes s'inspirent de la figure d'«Inamujandi» pour promouvoir leurs talents

Un personnage historique connu sous le nom d'«Inamujandi» a été pris comme modèle par les jeunes de la province de Cibitoke, au Nord-Ouest du pays, pour valoriser leurs talents. Malgré les défis, ces jeunes ont réussi, grâce à des clubs folkloriques, à créer une coopérative agricole, une radio... Leur objectif est non seulement de se promouvoir, mais aussi de créer de l'emploi



Eric Manirambona, président de la coopérative «Inamujandi» : « Pour valoriser nos forces, une dizaine de jeunes ont eu l'idée de créer une coopérative inspirée par la guerrière historique Inamujandi »

au nombre de 50.

M. Manirambona indique qu'ils ont commencé par les danses folkloriques lors des mariages, des fêtes publiques et des messes.

« L'équipe jouait également des pièces de théâtre », précise-t-il. Et

d'ajouter : « Petit à petit, le groupe s'est agrandi. Actuellement, ceux qui se réfèrent à «Inamujandi» dans toute la province sont au nombre de 850 dont 384 femmes. »

Le président de la coopérative «Inamujandi» avoue que leur champ d'action s'est élargi. « Les membres

de la coopérative pratiquent l'agriculture de légumes et la multiplication des plants d'arbres fruitiers », annonce-t-il.

Une radio pour valoriser le tourisme

Pour rentabiliser ses projets, le trentenaire précise que la coopérative a créé une radio communautaire dénommée « Radio Inamujandi FM Ijwi ry'umukozi ». En plus de la diffusion des émissions en rapport avec l'histoire du pays, la radio a pour objectif de promouvoir les sites touristiques de la province et du pays afin d'en tirer profit.

Parmi les lieux touristiques à promouvoir dans la province de Cibitoke, M. Manirambona cite les eaux thermales de Ruhwa, la colline Nakibuburu dans la commune de Rugombo, située à la croisée de quatre communes et les eaux naturelles de la colline Rusiga qui deviennent chaudes le matin et se refroidissent au fur et à mesure. Il mentionne également les chutes et les eaux thermales de la colline Gatera dans la commune de Buganda, ainsi que la colline Bosi dans la commune de Mabayi. Celle-ci a une forme triangulaire.

« La radio a aussi été mise en place pour créer des emplois.

Elle émet actuellement dans 9 provinces et emploie 11 personnes en permanence. Parmi ceux-ci 7 femmes et 5 hommes », se réjouit M. Manirambona, avant de révéler que la coopérative forme les jeunes à l'entrepreneuriat.

Malgré des moyens limités, la coopérative aide par exemple les jeunes qui souhaitent investir dans la fabrication de beignets ou de crêpes en fournissant 5 kg de farine et les ingrédients nécessaires. En retour, le bénéficiaire doit démontrer comment il a rentabilisé le capital, explique-t-il.

Des débuts toujours difficiles

M. Manirambona évoque les difficultés rencontrées dans leurs projets, notamment le manque d'un local approprié pour la radio et de terres propres pour cultiver. Il déplore également que l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT) ait exigé le changement de la fréquence de la radio, moyennant un paiement de 3000 USD. Cela à un moment où la radio n'est pas encore autosuffisante financièrement.

Mélance Maniragaba

DEVELOPPEMENT

Les avantages réservés aux investisseurs : Un frein pour les petites industries

Certaines nouvelles ou petites industries fonctionnent sans les avantages accordés aux investisseurs, tandis que les grandes entreprises ayant les mêmes œuvres et opérant sur le même marché bénéficient de ces avantages. Afin d'aider ces petites entreprises à surmonter les divers défis, le président de l'AIB demande à l'ADB de suivre de près le déroulement de leurs activités



Juvénal Sakubu, Président de l'AIB : « il est essentiel que les industries produisant des biens similaires aient accès aux mêmes avantages ».

que des équipements et intrants de production. De plus, le taux d'imposition sur les bénéfices est réduit : il est de 5 % pour la première année, 10 % pour la deuxième, 15 % pour la troisième, 20 % pour la quatrième et 25 % pour la cinquième année, ...

Lors du salon industrie, édition 2024, le 05 septembre, Sakubu a souligné l'importance d'un suivi rigoureux des industriels par l'ADB. Il a plaidé pour l'instauration de mécanismes d'évaluation réguliers afin d'identifier les obstacles et les contraintes qui freinent le développement des petites industries. Cet appel a été formulé à l'occasion d'une exposition dirigée par Hyacinthe Niyonkuru, Chef de Service Promotion des investissements et des exportations à l'ADB, sur le thème : « Contribution d'une industrie verte et exportatrice à la vision du Burundi, pays émergent en 2040 et développé en 2060 ».

Disparités dans l'accès aux avantages, un appel à l'équité

« Nous savons que l'Agence de Développement du Burundi (ADB) accorde des avantages pour promouvoir et faciliter les investissements, en particulier pour les industriels », a indiqué Juvénal Sakubu. Cependant, il soulève un problème majeur : il arrive qu'une entreprise, engagée dans sa production depuis cinq ans et possédant un certificat d'éligibilité, soit informée que celui-ci a expiré au moment où elle souhaite augmenter sa production ou étendre ses activités, la rendant ainsi inéligible aux avantages.

Sakubu a également mis en avant la situation des industries naissantes qui fabriquent des produits identiques à ceux des grandes entreprises. Parmi elles, certaines bénéficient d'avantages tandis que d'autres se retrouvent sans aucun soutien. Cette disparité

constitue un obstacle majeur pour les industries moins favorisées, surtout lorsqu'elles se retrouvent à vendre leurs produits sur le même marché que celles qui bénéficient d'avantages. « A un certain moment, nous nous retrouverons dans la situation pareille d'une famille qui a beaucoup d'enfants en un peu de temps », a-t-il ajouté.

Pour Sakubu, il est essentiel que les industries produisant des biens similaires aient accès aux mêmes avantages. Cela éviterait qu'une entreprise ne fasse faillite après une période de production en raison d'une concurrence déloyale et d'une inégalité d'accès aux avantages.

Un certificat d'éligibilité, document cher pour les industries naissantes

Pour bénéficier des avantages réservés aux investisseurs, tout projet d'investissement doit répondre à plusieurs conditions essentielles. Il doit figurer sur la liste des secteurs prioritaires, être un nouveau projet d'investissement, ou concerner l'extension, la réhabilitation ou la modernisation d'un projet existant. Par ailleurs, le montant minimum investi doit s'élever à 500 000 USD pour les investisseurs étrangers et à son équivalent en francs burundais pour les investisseurs locaux situés en mairie de Bujumbura ; pour les projets réalisés dans d'autres localités, ce seuil est réduit de moitié.

Il est également impératif que ces projets respectent les textes législatifs et réglementaires en vigueur au Burundi, notamment ceux relatifs à la protection de l'environnement, aux conditions de travail et à l'assurance. Les secteurs prioritaires eux-mêmes sont définis par décret. Ces exigences sont stipulées à l'article 14 de la loi n° 1/19 du 17 juin 2021, qui modifie la

loi n° 1/24 du 10 septembre 2008 portant code des investissements au Burundi.

Autres défis

Selon Hyacinthe Niyonkuru, le secteur industriel fait face à de nombreux défis entravant son développement. Parmi ceux-ci, il y a des taux d'intérêt élevés, qui dissuadent les investissements, le manque de devises pour financer l'importation d'équipements industriels et de matières premières non disponibles sur le marché local, ainsi que l'absence de normes nationales pour certains produits industriels.

Pour surmonter ces obstacles, la transformation de l'économie doit se fonder sur le développement de projets et de programmes dans des secteurs prometteurs, notamment l'industrie. Mme Niyonkuru a souligné la nécessité de promouvoir la recherche et l'innovation pour produire des biens industriels à plus forte valeur ajoutée. Elle a insisté également sur l'importance de renforcer la protection des titres de propriété industrielle et de lutter contre la contrefaçon et le piratage afin d'améliorer la compétitivité du secteur.

Enfin, il est impératif de développer des zones industrielles, des zones économiques spéciales ainsi que des parcs industriels pour stimuler les exportations. Parallèlement, le renforcement du Bureau Burundais de Normalisation et de Contrôle de la Qualité, notamment par l'acquisition d'équipements modernes, est essentiel pour améliorer l'infrastructure qualité du pays.

Jonathan Nzoyibonera

La résilience climatique : le rôle crucial des industries

Les industries burundaises doivent promouvoir l'innovation en matière de protection de l'environnement. Elles doivent anticiper les risques climatiques en adoptant des stratégies de gestion des déchets et des solutions écologiques. Le gouvernement du Burundi, quant à lui, doit encourager les investissements écologiques en mettant en place des mesures d'accompagnement. Telles sont les recommandations des experts en économie verte lors du salon industriel qui s'est tenu du 4 au 7 septembre 2024.



Delphin Kaze, directeur général de KAGE : « la suppression de la TVA sur le gaz ou les briquettes réduirait la consommation du charbon et par conséquent préserver l'environnement »

L'anticipation des risques climatiques, l'investissement dans de nouvelles sources d'énergie renouvelable et la mise en place de systèmes de gestion des déchets issus des industries sont, entre autres, les initiatives de la résilience climatique que les industriels doivent adopter pour promouvoir l'économie verte. Delphin Kaze, directeur général de Kaze Green Economy, l'a souligné lors du salon industriel. Selon Kaze, la révolution industrielle a entraîné une pollution accrue de l'environnement, ce qui justifie le rôle central des industries dans la mise en place des solutions visant à préserver l'environnement et à promouvoir la résilience climatique. Il se réfère au proverbe burundais « Uwaroze niwe arogora » pour illustrer la responsabilité des industries dans la dégradation de l'environnement tout en soulignant

qu'elles ne doivent pas négliger la mise en place de systèmes de dépollution. Cet expert en économie verte indique que le changement climatique est une conséquence néfaste de la pollution, et le Burundi n'est pas épargné.

« Au Burundi, les effets néfastes du changement climatique incluent les glissements de terrain, les inondations, la sécheresse et la destruction des infrastructures », a souligné M. Kaze, rappelant les dégâts causés par la montée des eaux du lac Tanganyika. « Ces effets entraînent une pénurie des ressources naturelles nécessaires au bon fonctionnement des industries », a-t-il ajouté, montrant ainsi que les conséquences peuvent également affecter les industriels eux-mêmes. Il précise que le

changement climatique impacte particulièrement les industries agroalimentaires.

Selon lui, la résilience climatique est la capacité des communautés et des entreprises à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique.

Les industriels appelés à promouvoir l'innovation pour anticiper les risques climatiques

Pour anticiper les risques climatiques, M. Kaze recommande l'adoption de nouvelles technologies, notamment la mise en place de systèmes d'irrigation efficace pour atténuer les dommages causés par la sécheresse. Il souligne également l'urgence d'investir dans de nouvelles sources d'énergie

renouvelable, comme l'énergie solaire, qui pourrait remplacer l'énergie hydroélectrique en cas de diminution des ressources en eau dans les barrages.

Cependant, il apprécie que plus de 70 % de l'énergie utilisée au Burundi provienne de sources renouvelables, contrairement à d'autres pays qui utilisent des énergies fossiles.

L'action gouvernementale est primordiale

Selon Kaze, si les entreprises doivent innover pour promouvoir l'économie verte, le gouvernement doit soutenir les solutions écologiques adoptées par les industriels. Cela inclut la mise en place de stratégies de gestion des déchets et l'incitation aux investissements dans l'industrie verte. Ces mesures permettraient aux investisseurs de se sentir plus enclins à engager leurs fonds dans l'économie verte. À noter que le gouvernement du Burundi n'offre actuellement aucun avantage spécifique aux investisseurs écologiques, en dehors des avantages prévus par le code des investissements.

M. Kaze souligne également l'importance de mettre en place des outils d'investissement verts, comme cela se fait dans d'autres pays de la Communauté Est-Africaine. « Dans d'autres pays, des avantages sont offerts aux investisseurs écologiques. La plupart des États de l'EAC ont adopté le 'climate commitment', une initiative créée pour déterminer les avantages à accorder à ceux qui investissent dans l'économie verte. Qu'en est-il chez nous ? », interroge-t-il.

Pour lui, l'instauration d'incitations pour l'industrie verte pourrait aider à réduire la pollution des eaux du lac Tanganyika causée par les industries. « Ce sont ces incitations qui encourageraient l'adoption de systèmes de gestion des déchets par ces entreprises », explique-t-il.

En outre, la réduction des taxes sur les produits qui remplacent les outils destructeurs pour l'environnement aiderait à préserver l'espace burundais. Selon lui, l'industrie du charbon est l'une des causes responsables de la dégradation environnementale que le gouvernement du Burundi peine à contrôler. Il indique que les statistiques de KAGE révèlent que la capitale économique, Bujumbura, consomme plus de 20 000 tonnes de charbon par mois. Il recommande de supprimer la TVA sur le gaz et les briquettes pour la cuisson, afin que les Burundais puissent adopter ces produits en remplacement du charbon de bois.

« Le Kenya est un exemple à suivre pour le Burundi », souligne-t-il, mentionnant que ce pays a supprimé la TVA sur le gaz, ce qui a entraîné une augmentation notable de sa consommation. Cependant, l'Etat envisage maintenant de réintroduire la taxe pour équilibrer la consommation. Selon cet expert, la suppression de la TVA sur le gaz ou les briquettes réduirait la consommation de charbon, bien que cette idée dérange décideurs.

Cette année, plus de 60 industries burundaises ont participé au salon industriel, mais celles ayant investi dans l'économie verte sont encore en petit nombre.

Méchaël Tuyubahe

SOCIETE

Commune de Mishiha : la population de la colline Munzenze crie au manque d'eau potable

L'eau potable est une denrée rare sur la colline Munzenze, dans la commune de Mishiha, province de Cankuzo. L'unique robinet disponible se trouve à l'intérieur d'un centre qui accueille les anciens enfants en situation de rue. Cependant, il est insuffisant pour répondre aux besoins de toute la population de la colline. Les habitants réclament une meilleure distribution d'eau potable dans les différents coins de la colline, car l'eau contaminée des marais risque de provoquer des maladies.



A l'intérieur de la clôture du centre qui accueille les anciens enfants en situation de rue est installé le seul robinet d'eau qui alimente une grande partie de la colline Munzenze.

Bien que l'eau potable soit essentielle à la vie, la population de la colline Munzenze en manque cruellement. C'est un problème qui inquiète plus d'un. Selon Christella, une habitante de la colline, un bidon de 20 litres d'eau potable doit être rationné pour durer plusieurs jours, car cette ressource est très difficile à trouver dans la localité. La population se rend régulièrement au robinet du centre qui accueille les anciens enfants en situation de rue, mais ce dernier ne peut pas subvenir aux besoins de toute la communauté.

« Le seul recours est le robinet du centre qui accueille les anciens enfants en situation de rue. Malheureusement, il est surchargé, car des habitants de toute la colline viennent s'y approvisionner, en plus des enfants du centre. Ce n'est

pas facile, car nous devons faire la queue pendant plusieurs heures, avec au moins 50 bidons en attente », raconte Christella. Le robinet se retrouve souvent à sec, surtout dans l'après-midi. Par conséquent, beaucoup de gens se lèvent à 4

heures du matin dans l'espoir de remplir leurs récipients tôt. Cependant, les enfants du centre sont prioritaires, et les habitants doivent attendre qu'ils aient fini avant de pouvoir se servir. En dehors de ce robinet, il n'y a aucun autre endroit où trouver de l'eau potable.

Sinon, nous devons nous tourner vers l'eau des marais, qui est sale et peut nous rendre malades, déplore une autre habitante de Munzenze.

L'installation de plusieurs robinets est nécessaire

Les habitants de la colline estiment qu'il serait préférable d'installer des robinets supplémentaires pour desservir les différents coins de la localité. « Nous demandons aux autorités de nous fournir de l'eau potable. Nous sommes fatigués de partager le robinet avec les anciens enfants en situation de rue. C'est comme si nous qu'émandions de l'eau, comme si nous n'avions pas droit à cette ressource essentielle », se lamente un autre habitant de Munzenze.

Paradoxalement, bien qu'il existe des réservoirs d'eau sur la colline, ils ne desservent pas la population. Même le robinet du centre pour enfants est relié à une ligne déjà existante. Les habitants estiment qu'il ne serait pas difficile de raccorder d'autres robinets s'il y avait la volonté des autorités. Nous avons tenté, en vain, de contacter l'administrateur de la commune de Mishiha pour obtenir une réaction par rapport à ce problème.

Gilbert Nkurunziza

Evaluation de la campagne café 2024-2025

La production de café cerise a atteint un taux de 70 %

Plus de 80 700 tonnes, sur les 115 000 tonnes de café cerise attendues ont été collectées à travers le pays, ce qui représente un taux de 70 %. Selon des sources à l'ODECA, plus de 900 tonnes ont été vendues. Ce qui équivaut à plus de 4 millions USD. Toutefois, le manque d'entretien et de fertilisants pour les plantations de caféiers sont parmi les obstacles à l'atteinte du taux de production attendu



La production du café cerise enregistrée jusqu'au 22 août 2024 s'est élevée à plus de 80 700 tonnes sur 115 000 tonnes attendues.

le 6 septembre 2024.

Cependant, M. Niyindabira a souligné que la production de café pour la campagne 2024-2025 n'avait pas atteint 100 % en raison de

diverses défis, notamment l'arrêt des pluies survenu depuis la mi-avril 2024 et le manque d'entretien et de fertilisants pour les plantations de caféiers. En outre, des campagnes illégales de collecte de café cerise

dans diverses provinces ont été constatées.

Le prix du café washed fixé à 3 500 FBu le kilo

Pour la campagne café 2024-2025, le prix du café parche washed s'élève à 3 500 FBu par kilogramme pour les producteurs, a annoncé Jean de Dieu Niyindabira. En comparaison, le prix du café cerise a été fixé à 1 380 FBu le kilo.

Chaque collecteur du café washed est soumis à une taxe communale correspondant à la quantité de café collectée, fixée à 46 FBu le kilo, conformément à la loi n° 1/2 du 3 mars 2016 relative à la réforme de la fiscalité communale au Burundi, insiste Niyindabira.

En outre, les collecteurs agréés du café washed sont responsables de la livraison de ce produit aux usiniers au tarif établi. Par ailleurs, les marchands collecteurs doivent détenir une autorisation émise par l'ODECA, et il est exigé que le transfert du café washed ne dépassera pas 18 heures.

Des mémorandums visant l'exportation directe du café

La délégation d'acheteurs du café en provenance des Etats-Unis a été

accueillie par ODECA du 30 août au 2 septembre 2024. Diverses activités ont été réalisées au cours de cette visite, notamment la signature d'un mémorandum d'entente entre le gouvernement du Burundi, via ODECA, et la société américaine nommée American Roasters Coffee Company, marquant le début officiel de collaborations prometteuses. Cela, dans le but d'exploiter le café, d'établir des relations commerciales directes et de réduire le rôle des intermédiaires, souvent perçus comme nuisibles à la valorisation du café burundais, lit-on sur son compte Facebook.

Parallèlement, un autre mémorandum similaire a été signé le 3 septembre 2024 entre Prosper Dodiko, le ministre en charge de l'Agriculture et son homologue chinois lors du Forum sino-africain de développement à Beijing. Cela, dans le but de promouvoir davantage la coopération agricole entre ces deux pays sur le développement du secteur agricole et celui relatif à l'exportation du café burundais.

Jonathan Nzoyibonera

SPORT

Eliminatoires de la CAN 2025 : La sélection burundaise poursuit son chemin malgré les difficultés

Après deux journées des éliminatoires de la CAN 2025, le Burundi compte 3 points sur 6 et se place en 3e position du groupe L. Après une défaite contre le Sénégal suite à un penalty litigieux, les Burundais affronteront les Burkinabés en octobre 2024. Ils doivent absolument remporter ce match pour maximiser leurs chances de qualification. La performance des Hirondelles ne démoralise pas les amateurs du football burundais.



La performance des Hirondelles dans les récents matchs comptant pour éliminatoires de la CAN 2025 ne démoralise pas les amateurs du football burundais

l'arbitre égyptien Mohamed Maarouf Eid. « La FFB proteste contre la décision de l'arbitre d'accorder à la 66e minute un penalty au Sénégal, alors qu'il n'y a aucune faute, aucun contact entre un joueur burundais et le joueur no 10 du Sénégal, qui n'était par ailleurs pas dans la surface de réparation », lit-on dans un communiqué de presse rendu public par la FFB. Celle-ci indique qu'elle a porté plainte contre cet

arbitre qui « a faussé délibérément le résultat du match ».

Et si le pays avait un stade homologué par le CAF ?

Les hommes d'Etienne Ndayiragije ont accueilli les Lions de la Teranga au stade de Lilongwe au Malawi, faute d'un stade homologué par la CAF au Burundi. Il s'agit du cinquième match joué à l'extérieur

du Burundi depuis le début des travaux de reconstruction du stade Intwari. En plus du personnel insuffisant, Etienne Manirakiza, journaliste sportif et fan des Hirondelles, souligne que l'absence d'un 12e joueur (les supporters) handicapent la performance de la sélection nationale et des autres équipes burundaises qui devraient jouer leurs matchs à domicile.

Pourtant, il précise que la performance des Hirondelles dans ces éliminatoires n'est pas mauvaise, puisqu'ils comptent 3 points sur 6, et qu'ils ont des chances d'obtenir la qualification pour la CAN 2025. Il indique que la sélection burundaise a la chance d'être composée majoritairement de jeunes joueurs, ainsi que de joueurs expérimentés comme Saïdo Ntibazonkiza et Yusufu Nyange.

Le Burundi défiera-t-il le Burkina Faso ?

Le Burundi s'apprête à affronter l'équipe nationale burkinabée, actuellement en tête du groupe L, respectivement en date du 7 et 14 octobre 2024. Ces deux matchs se joueront à l'extérieur du pays. Aucun des deux pays n'ayant de stade homologué par la CAF, les compétiteurs ont des chances égales. Les hommes de Ndayiragije devront remporter la victoire lors de ces deux rencontres pour maximiser leurs chances de qualification.

La phase finale du tournoi se déroulera au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026. Ce sera la deuxième fois que le Maroc accueillera la CAN, la première ayant eu lieu en 1988. L'équipe burundaise a déjà participé à la CAN une seule fois dans son histoire, en 2019, et elle ne compte pas arrêter par là.

Méchaël Tuyubahe



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**



Qui va gagner la Premier League lors de la saison 2024/25 ?



La société mondialement reconnue 1xBet évoque les principaux prétendants aux médailles d'or.

Manchester City

Manchester City a établi un record en remportant la Premier League quatre fois d'affilée, mais a-t-il encore la soif de gagner ? Le début de saison a montré que les Citizens peuvent donner un résultat même lorsqu'ils ne jouent pas à leur meilleur niveau. Ils ont remporté le Community Shield en battant Manchester United et ont décroché une victoire convaincante contre Chelsea. Cependant, Man City est menacé de céder ses positions pour irrégularités financières, ce qui pourrait affecter négativement l'atmosphère de l'équipe. En outre, cette saison pourrait être la dernière pour Josep Guardiola à l'Etihad. La question est de savoir si cela va unir l'équipe ou la sombrer dans une crise.

City a conservé des joueurs clés, notamment Kevin De Bruyne, Ederson et Bernardo Silva, et a ramené İlkay Gündoğan du FC Barcelone. L'historique des blessures de De Bruyne est toutefois préoccupant : la saison dernière, le Belge a manqué 147 jours pour cause de ces blessures, ce qui a posé un lot de soucis pour City. Malgré les difficultés potentielles, les Citizens ont l'expérience et les compétences nécessaires pour mener à bien leurs projets pour la saison.

Les experts considèrent Man City comme le favori et estiment la probabilité d'une cinquième victoire consécutive à 2.22.

Arsenal

Les Gunners ont perdu la course au titre face à Manchester City au cours des deux dernières saisons, mais n'ont pas perdu l'espoir d'être sacrés. Sous la direction de Mikel Arteta, le club ne cesse de s'améliorer. Son équipe bien coordonnée est formée depuis plusieurs années. La saison 2023/24 a

montré que les Londoniens peuvent se battre pour le titre - ils se sont inclinés face aux Citizens avec seulement deux points d'avance au final. Cette défaite les a tempérés, mais la question demeure : Arsenal aura-t-il suffisamment d'expérience et de sang-froid pour s'imposer dans les moments décisifs et ne pas perdre de points dans les matchs contre des équipes de niveau moyen ?

Cet été, le club a signé Riccardo Calafiori, l'un des défenseurs les plus prometteurs au monde. Il renforcera la ligne défensive, ce qui est crucial dans la course au titre. Mais les Londoniens doivent prouver qu'ils sont capables d'aller jusqu'au bout.

Croyez-vous au premier trophée des Gunners depuis 21 ans ? Pariez sur 1xBet avec une cote de 2.6 !

Liverpool

La saison 2024/25 marquera le début d'une nouvelle ère pour Liverpool. Jürgen Klopp a été remplacé par Arne Slot, un technicien ambitieux et talentueux. Les deux managers

ont une vision similaire du football, ce qui aidera l'équipe à s'adapter rapidement aux nouvelles exigences. Le club est convaincu que les joueurs actuels peuvent se hisser au sommet. Les Reds ont conservé leur noyau principal et se sont abstenus de procéder à des transferts.

De grands espoirs reposent sur les leaders de Liverpool, dont les contrats expirent à la fin de la saison. Mohamed Salah cherchera à soulever un nouveau trophée avant d'entamer une nouvelle phase de sa carrière, tandis que Virgil van Dijk souhaite obtenir un nouveau contrat avec les Reds. Leur leadership et leur expérience pourraient s'avérer cruciaux dans la lutte pour le titre.

Un pari sur ce que Liverpool remportera la Premier League sur 1xBet peut multiplier votre argent par 6.3.

Qui peut créer la surprise ?

Manchester United poursuit sa restructuration sous l'égide d'un nouveau propriétaire. Les Red Devils ont renforcé leur défense avec Matthijs de

Ligt, Leny Yoro et Noussair Mazraoui, tandis que Joshua Zirkzee est devenu une option offensive. Tout le monde au sein du club ne souhaite qu'une chose : rendre à United sa gloire d'antan.

Tottenham a été la grande sensation au début de la saison dernière, mais il n'a pas réussi à tenir son rang tout au long du tournoi. Ange Postecoglou a analysé les erreurs commises et essaiera de ne pas les répéter.

Les experts de 1xBet ont estimé le succès potentiel de l'équipe de Ten Hag à une cote de 35, et pour Tottenham, la cote sur sa victoire sera de 27.

Suivez les meilleures équipes d'Angleterre, pariez sur votre favori et gagnez avec le bookmaker fiable 1xBet !